

L'élargissement aux Balkans, décisif pour la sécurité de l'Europe



ÉLARGISSEMENT
& GRANDE
EUROPE

DÉCRYPTAGE
FÉVRIER 2026

Malgré le regain d'élan qui anime la politique d'élargissement de l'Union européenne depuis 2022, les problèmes structurels¹ inhérents au processus d'adhésion restent largement non résolus et empêchent celui-ci de devenir un véritable instrument géopolitique. Dans le même temps, l'environnement sécuritaire dans les Balkans occidentaux est devenu de plus en plus instable. La guerre menée par la Russie en Ukraine et sa déferlante hybride, la fracture transatlantique et l'incertitude politique émanant des États-Unis ont tous contribué à rendre cet environnement plus imprévisible.

Dans ce contexte, au-delà de l'urgence du conflit à éteindre en Ukraine, l'Union européenne doit aussi renforcer la stabilisation dans les Balkans occidentaux. Dans son cadre actuel, la politique d'élargissement ne suffit pas à relever les nouveaux défis découlant des tendances géopolitiques, qui

ont un impact considérable sur la sécurité européenne. Si la perspective d'adhésion à l'UE est censée servir de levier pour la stabilisation d'une région, elle ne suffit plus, à elle seule, à atteindre cet objectif. L'Union devrait donc conjuguer ses efforts actuels en matière de sécurité et de défense avec un **renforcement des partenariats stratégiques avec les pays candidats pour les préparer à une intégration plus étroite dans l'écosystème de sécurité et de défense de l'UE**. Parallèlement, elle peut adapter son approche de préadhésion afin qu'elle contribue déjà à développer les capacités régionales en matière de sécurité et de défense. Cette articulation démontrerait, s'il le fallait, qu'élargissement et approfondissement de l'UE ne sont pas des objectifs concurrents.

En renforçant la coopération en matière de sécurité et de défense, en soutenant la

Tefta Kelmendi,
Chercheuse
associée, Centre
Grande Europe.

¹ Dabrowski, M. (4 novembre 2025). *L'élan en faveur de l'élargissement de l'UE risque d'être victime du droit de veto*. Bruegel. <https://www.bruegel.org/first-glance/eu-enlargement-momentum-risks-falling-victim-veto-power>

modernisation des industries de défense dans la région et en investissant dans les infrastructures stratégiques, **l'UE peut mieux aligner sa politique d'élargissement sur son intérêt stratégique fondamental, qui est de stabiliser son voisinage.** Cela devient encore plus urgent dans le contexte d'un engagement américain réduit ou concurrentiel.

I • En matière de sécurité : une stratégie de stabilisation renouvelée pour un contexte sécuritaire fragilisé

Depuis 2022, les Balkans occidentaux sont redevenus une région vulnérable dans le paysage sécuritaire européen. Si un conflit militaire à grande échelle est peu probable à court terme, il est essentiel de mieux comprendre les dynamiques régionales en matière de sécurité afin d'éviter une nouvelle érosion des accords de paix fragiles conclus dans la région et le risque d'une future escalade. Les pressions externes et internes continuent d'alimenter l'instabilité et de retarder l'intégration européenne de la région. **Si la Russie ne devrait pas chercher à entrer en confrontation ouverte avec l'Occident dans les Balkans, elle continue d'exercer des opérations d'influence perturbatrices²** visant à entraver la stabilisation complète et à freiner l'intégration dans les structures politiques et sécuritaires occidentales. La Chine a élevé ses relations avec la Serbie au rang de partenariat stratégique³, combinant coopération politique, militaire, technologique et économique.

D'autres acteurs externes jouent un rôle plus pragmatique. La Turquie a continué à approfondir ses relations avec les Balkans et

reste un partenaire de confiance et un acteur régional important⁴. Les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite sont aussi présents avec des investissements directs étrangers dans des secteurs tels que les infrastructures, l'agriculture, l'immobilier et le tourisme, en particulier en Albanie, au Monténégro et en Serbie⁵. Si toutes les interventions étrangères ne sont pas intrinsèquement déstabilisantes, **l'accumulation et le chevauchement des agendas politiques de ces acteurs extérieurs peuvent contrarier l'objectif européen de stabilisation.**

Au-delà de ces dynamiques, cependant, la pression la plus importante qui pèse aujourd'hui sur l'environnement sécuritaire régional provient de la fracture croissante dans les relations transatlantiques et de l'imprévisibilité caractérisant la politique étrangère américaine. L'architecture sécuritaire, qui a mis fin aux conflits des années 1990 et assuré trois décennies de relative stabilité, était le résultat de valeurs communes et d'un partenariat transatlantique solide. Cette construction est aujourd'hui soumise à des tensions croissantes et risque de s'affaiblir, d'autant plus que Washington adopte une approche plus transactionnelle des questions de sécurité européenne.

Ces pressions externes s'ajoutent à une fragilité interne croissante. Les crises institutionnelles et politiques se sont intensifiées dans toute la région, alimentées par une corruption endémique et l'essor de dirigeants illibéraux. En Serbie, les manifestations étudiantes⁶ ont ébranlé le gouvernement du président Vucic, qui a réagi par la répression et la violence, éloignant le pays de sa trajectoire européenne. En Bosnie-Herzégovine, la rhétorique⁷ sécessionniste s'est traduite par

2 Tafuro Ambrosetti, E. (20 novembre 2025). *L'influence omniprésente de la Russie dans les Balkans occidentaux*. ISPI. <https://www.ispionline.it/en/publication/russias-pervasive-influence-in-the-western-balkans-223261>

3 Ministère des Affaires étrangères de la République de Serbie. (s.d.). *Chine*. <https://www.mfa.gov.rs/en/foreign-policy/bilateral-cooperation/china>

4 Latic, N. (23 janvier 2026). *Pourquoi la Turquie devient le partenaire le plus utile des Balkans occidentaux*. Türkiye Today. <https://www.turkiyetoday.com/opinion/why-turkiye-is-becoming-western-balkans-most-useful-partner-3213436?s=3>

5 Gjoni, I., Čukić, I., Cela, A., & Trajçe, A. (décembre 2025). *Règles ou accords ? Le défi de l'UE dans la réglementation des capitaux corrosifs dans les Balkans occidentaux*. Carnegie Europe. <https://carnegieendowment.org/russia-eurasia/research/2025/12/rules-or-deals-the-eus-challenge-in-regulating-corrosive-capital-in-the-western-balkans>

6 Parlement européen. (16 octobre 2025). *Serbie : polarisation et répression accrue*. <https://www.europarl.europa.eu/news/en/agenda/plenary-news/2025-10-20/15/serbia-polarisation-and-increased-repression>

7 Ćerimagić, A. (25 mars 2025). *Une impasse dangereuse : la bataille pour les institutions bosniaques*. Royal United Services Institute. <https://www.rusi.org/explore-our-research/publications/commentary/dangerous-stando-off-battle-bosnias-institutions>

des actions politiques et juridiques concrètes qui menacent l'intégrité du pays. Au Kosovo, les tensions de 2023⁸ concernant la gouvernance dans les municipalités du nord exposent les vulnérabilités du pays liées à son statut non résolu en matière de souveraineté et de reconnaissance incomplète.

L'Union peine à apaiser ces tensions. Cela traduit à la fois sa difficulté à maintenir l'élargissement comme une incitation crédible pour les résoudre et l'impact durable des problèmes inhérents au statut et aux modalités de gouvernance, en particulier au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine. Le Kosovo est le seul pays de la région qui n'a pas encore entamé de processus d'adhésion officiel, en raison de la non-reconnaissance par cinq États membres de l'UE⁹. En Bosnie-Herzégovine, les progrès ont été freinés par l'héritage du cadre institutionnel de Dayton, les divisions internes persistantes et les crises politiques récurrentes, auxquelles l'UE ne sait quelle réponse efficace apporter. Au fil du temps, à mesure que la confiance dans le processus d'adhésion et dans la médiation de l'UE s'éro- dait, les dirigeants politiques locaux ont de plus en plus poursuivi des programmes qui ont ravivé les tensions, créant des défis supplémentaires à la stabilisation de la région.

Afin d'éviter toute escalade, les Vingt-Sept doivent réviser leurs mécanismes de résolution des conflits et intensifier leur engagement diplomatique pour régler les questions restantes relatives à la souveraineté et aux relations de bon voisinage. Dans le contexte de relations tendues avec les États-Unis, l'UE devrait approfondir sa coopération avec d'autres partenaires, tels que le Royaume-Uni, le Canada et la Turquie, qui disposent de leurs propres outils incitatifs et coercitifs, pour soutenir l'objectif de stabilisation dans la région. Dans le même

temps, l'Union devrait continuer à **faire de l'élargissement un véritable levier de cette stabilisation, en accélérant l'adhésion économique et politique graduelle de la région** et en veillant à ce que des ressources suffisantes soient allouées dans le prochain budget à long terme pour soutenir ce processus. Enfin, **l'UE devrait intégrer progressivement les Balkans occidentaux dans ses initiatives en matière de sécurité et de défense**, conformément à son objectif plus large de parvenir à l'autonomie stratégique, de sécuriser ses frontières et de stabiliser l'ensemble du continent.

II • En matière de défense : des partenaires fiables dans une région stratégique

L'évolution du contexte sécuritaire mondial accroît la pression sur les petits et moyens États, en particulier ceux qui ont traditionnellement compté sur les États-Unis comme garant ultime de leur sécurité. Cela se ressent fortement dans les Balkans, et plus encore parmi les partenaires qui restent en dehors de l'OTAN¹⁰, tels que le Kosovo et la Bosnie-Herzégovine. En réponse à cette situation et conformément aux priorités européennes, la plupart des gouvernements ont augmenté leur budget de défense et se sont engagés à atteindre ou à dépasser l'objectif de 2% du PIB¹¹. Il est reconnu que la sécurité à long terme ne peut reposer uniquement sur des garanties externes, ce qui explique l'intérêt croissant de ces pays à passer du statut de « consommateurs » de sécurité à celui de contributeurs à la sécurité européenne, notamment par le développement de capacités industrielles de défense.

8 Richet, E. (31 mai 2023). *Serbie-Kosovo : « C'est la situation la plus grave depuis 1999 »*. L'Express. <https://www.lexpress.fr/monde/europe/serbie-kosovo-cest-la-situation-la-plus-grave-depuis-1999-WYCXHXBZCF-FDLF3XXKEUZ7SPVU/>

9 Chypre, Grèce, Roumanie, Slovaquie et Espagne

10 La Serbie maintient une politique de neutralité militaire, ne cherche pas à adhérer à l'OTAN, mais coopère avec cette organisation dans le cadre du Partenariat pour la paix. Elle cherche à diversifier sa coopération en matière de défense et à équilibrer ses relations avec ses partenaires occidentaux mais aussi avec la Russie, la Chine et d'autres acteurs.

11 Krstinovska, A., & Marrone, A. (2025). *Les alliés négligés de l'Europe : pourquoi les Balkans occidentaux sont importants pour la préparation de l'UE en matière de défense* (rapport thématique n° 2). ELIAMEP & think nea – New Narratives of EU Integration. https://www.eliamep.gr/wp-content/uploads/2025/07/think-nea-defense-report-FINAL_compressed.pdf

Cette ambition est renforcée par un **degré élevé d'alignement politique et stratégique avec l'UE**. À l'exception notable de la Serbie, les pays des Balkans occidentaux sont pleinement alignés sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'UE. Ils se sont imposés comme des contributeurs fiables aux missions de l'OTAN et de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'UE¹². Depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, leur soutien à Kiev va bien au-delà de la condamnation politique de Moscou. Ils ont fourni une aide militaire¹³, notamment des munitions, des véhicules et des armes légères, ont accueilli ou contribué à des activités de formation et ont apporté un soutien logistique. Reflétant cette coopération, le président ukrainien Volodymyr Zelenskyy a publiquement exprimé son intérêt en 2024 pour la création d'une usine de production d'armes commune avec les partenaires des Balkans occidentaux, lors d'une visite à Tirana¹⁴.

La géographie renforce encore la valeur stratégique de ce partenariat. La région est entourée d'États membres de l'Union. Elle se trouve à la croisée des principaux axes de transport qui relient l'Adriatique à la Méditerranée orientale et à la région de la mer Noire.

En matière d'industrie et d'approvisionnement militaires, la situation varie considérablement. **La Serbie reste le poids lourd industriel de la région**, suivie par la Bosnie-Herzégovine¹⁵. Ces deux pays produisent une gamme complète de munitions et d'artillerie. Ils possèdent un savoir-faire technique, tant dans la production de calibre soviétique que dans celle conforme aux normes de l'OTAN¹⁶. Belgrade achète d'importantes quantités d'équipements militaires à la Chine, notamment des systèmes de défense aérienne et des drones. Entre 2020 et 2024, 57% des importations serbes d'armes provenaient de Chine, 20% de Russie et 7% de France¹⁷. Depuis 2022, la Serbie cherche à diversifier davantage ses achats, notamment grâce à un contrat majeur avec la société israélienne Elbit Systems¹⁸ et à des acquisitions de moindre envergure auprès de fournisseurs européens¹⁹. La Bosnie-Herzégovine dispose d'une industrie de munitions dynamique, dont les exportations ont doublé ces dernières années²⁰. Le pays a acheté des drones Bayraktar à la Turquie en 2024²¹.

¹² Service européen pour l'action extérieure. (6 février 2025). *Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) / Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) dans les Balkans occidentaux*. Action extérieure de l'Union européenne. https://www.eeas.europa.eu/eeas/common-foreign-and-security-policy-cfsp-common-security-and-defence-policy-csdp-western-balkans_en

¹³ Memišević, O. (15 mars 2024). *Derrière les lignes politiques : le soutien militaire des Balkans occidentaux à l'Ukraine*. Think tank d'analyse stratégique. <https://www.strategicanalysis.sk/behind-the-political-front-lines-western-balkans-military-support-for-ukraine/>

¹⁴ Shehu, R. (29 février 2024). *Zelenskyy cherche à obtenir une coproduction d'armes et un soutien lors du sommet des Balkans*. Deutsche Welle. <https://www.dw.com/en/zelenskyy-calls-for-continued-support-and-arms-co-production-with-balkan-countries/a-68403471>

¹⁵ idem.

¹⁶ Karčić, H. (24 janvier 2026). *Le réarmement discret de la Bosnie : comment une petite industrie de défense devient le fournisseur caché de l'Europe*. Fair Observer. <https://www.fairobserver.com/business/bosnias-quiet-rearmament-how-a-small-defense-industry-is-becoming-europes-hidden-supplier/>

¹⁷ George, M., Djokic, K., Hussain, Z., Wezeman, P. D., & Wezeman, S. T. (mars 2025). *Tendances des transferts internationaux d'armes, 2024* (fiche d'information SIPRI n° 2503). Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI). https://www.sipri.org/sites/default/files/2025-03/fs_2503_at_2024_0.pdf

¹⁸ *La Serbie achète de l'artillerie et des drones de pointe à la société israélienne Elbit Systems*. Haaretz. <https://www.haaretz.com/israel-news/security-aviation/2025-01-01/ty-article/.premium/serbia-buys-advanced-artillery-and-drones-from-israels-elbit-systems/00000194-1ebe-dbdd-add5-1ebf13af0000>

¹⁹ Dassault Aviation. (29 août 2024). *La Serbie acquiert 12 chasseurs Rafale*. Dassault Aviation. <https://www.dassault-aviation.com/en/group/press/press-kits/serbia-acquires-12-rafale-fighters/>

²⁰ Sarajevo Times. (6 mars 2025). *L'industrie militaire de Bosnie-Herzégovine prospère grâce à une demande croissante*. <https://sarajevotimes.com/bosnia-and-herzegovinas-military-industry-thrives-amid-growing-demand/>

²¹ Kurtic, A., & Buyuk, H. F. (25 septembre 2024). *Bayraktars à moitié prix : la Bosnie achète des drones turcs et envisage de les produire elle-même*. Balkan Insight. <https://balkaninsight.com/2024/09/25/half-price-bayraktars-bosnia-buys-turkish-drones-eyes-own-production/>

ainsi que des hélicoptères italiens Leonardo aux États-Unis en 2025, conformément à ses objectifs de modernisation militaire²². L'Albanie cherche à revitaliser²³ son industrie de défense et à attirer des investisseurs alignés sur l'OTAN. L'Italie reste son partenaire stratégique, avec une coopération élargie²⁴ dans les domaines de la formation, de l'interopérabilité, de la sécurité maritime et de la préparation opérationnelle. En 2025, elle a également signé²⁵ des accords avec le Royaume-Uni et la Turquie²⁶, afin de renforcer sa coopération dans les systèmes militaires avancés et les capacités de lutte contre les drones, ainsi que pour accroître les capacités opérationnelles de ses forces armées. La base industrielle de défense du Monténégro se concentre principalement sur les véhicules militaires terrestres et les communications tactiques. L'accord de coopération en matière de défense conclu en 2024²⁷ avec la France représente une étape importante vers le renforcement des capacités navales du pays. Kership, une coentreprise entre Piriou et Naval Group, a commencé la construction²⁸ de deux

patrouilleurs offshore qui renforceront la capacité du Monténégro à surveiller ses eaux adriatiques. Enfin, le Kosovo cherche à développer son industrie de défense en partant pratiquement de zéro. Il a commencé à se procurer des drones auprès de la Turquie²⁹ et prévoit d'accueillir des installations de conception de drones et de production de munitions³⁰. Les États-Unis restent un partenaire essentiel pour aider à transformer les Forces de sécurité du Kosovo (KSF) en une force de défense pleinement opérationnelle. En 2025, le gouvernement a annoncé qu'il achèterait des hélicoptères Black Hawk aux États-Unis, qui deviendront les premiers hélicoptères militaires du Kosovo³¹. Le président du Kosovo a également exprimé son intérêt pour un partenariat stratégique plus approfondi avec le Royaume-Uni³². De plus, dans ce nouveau contexte sécuritaire, en 2025, l'Albanie, la Croatie et le Kosovo ont signé, le 18 mars 2025, une déclaration de coopération militaire afin de travailler conjointement à une intégration plus étroite de leurs stratégies et de leurs systèmes de défense³³.

²² Manuel, R. (21 mai 2025). *Les États-Unis autorisent la vente militaire d'hélicoptères AW119Kx à la Bosnie-Herzégovine*. The Defense Post. <https://thedefensepost.com/2025/05/21/bosnia-herzegovina-aw119kx-us/>

²³ Adamowski, J. (19 avril 2024). *L'Albanie courtise les investisseurs de l'OTAN pour relancer les usines de munitions de l'ère soviétique*. Defense News. https://www.defensenews.com/global/europe/2024/04/19/albania-courts-nato-investors-to-revive-soviet-era-munitions-plants/?utm_source=chatgpt.com

²⁴ Ministère de la Défense de la République d'Albanie. (14 novembre 2025). *L'Albanie et l'Italie élargissent le cadre de leur coopération stratégique dans le domaine de la défense*. <https://www.mod.gov.al/eng/newsroom/1986-albania-and-italy-expand-the-framework-of-strategic-cooperation-in-the-field-of-defence>

²⁵ Ministère de la Défense de la République d'Albanie. (25 mars 2025). *L'Albanie et le Royaume-Uni signent un accord visant à renforcer leur coopération en matière de défense*. <https://www.mod.gov.al/eng/newsroom/1899-albania-and-the-united-kingdom-sign-agreement-to-strengthen-defence-cooperation>

²⁶ Ministère de la Défense de la République d'Albanie. (23 juillet 2025). *L'Albanie et la Turquie signent un protocole de coopération en matière de défense*. <https://www.mod.gov.al/eng/newsroom/1935-albania-and-turkey-sign-defence-cooperation-protocol>

²⁷ Sénat. (16 juillet 2025). *Projet de loi n° 857 (2024-2025) autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Monténégro relatif à la coopération dans le domaine de la défense* [PDF]. Sénat. <https://www.senat.fr/leg/pjl24-857.pdf#annexe>

²⁸ Conway, M. (16 septembre 2025). *Un duo de défense en construction pour le Monténégro*. Royal Institution of Naval Architects. <https://www.rina.org.uk/Defence-duo-under-construction-for-Montenegro.html>

²⁹ TRT World. (8 octobre 2025). *Les drones turcs Skydagger arrivent en avance au Kosovo : Premier ministre*. <https://www.trtworld.com/article/7e55e94efe54>

³⁰ Bytyci, F., & Pothitos, A. (27 novembre 2024). *Le Kosovo va construire une usine de munitions et un laboratoire de drones pour soutenir l'industrie de la défense*. Reuters. <https://www.reuters.com/world/europe/kosovo-build-ammunition-factory-drone-lab-support-defence-industry-2024-11-27/>

³¹ Rédaction Zona Militar. (7 décembre 2025). *Les États-Unis vont procéder à la vente d'hélicoptères UH-60 Black Hawk pour équiper les forces de sécurité du Kosovo*. Zona Militar. <https://www.zona-militar.com/en/2025/12/07/us-to-move-forward-with-the-sale-of-uh-60-black-hawk-helicopters-to-equip-kosovos-security-forces/>

³² Newsmax Balkans. (9 janvier 2026). *Vjosa Osmani rencontre l'ambassadeur britannique au Kosovo, les institutions régionales au centre des discussions*. Newsmax Balkans. <https://newsmaxbalkans.al/rajon/kosove/30591/vjosa-osmani-takohet-me-ambasadorin-britanik-ne-kosove-institucionet-e-reja-ne-fokus/news>

³³ Koha.net. (2025). *Le Kosovo, l'Albanie et la Croatie signent aujourd'hui la déclaration sur une alliance militaire*. <https://www.koha.net/en/index.php/arberi/kosova-shqiperia-e-kroacia-sot-nenshkruajne-deklaraten-per-aleance-ushtarake>

Ce paysage révèle que **la coopération en matière de sécurité et de défense dans les Balkans passe principalement par des partenariats bilatéraux** avec les États membres de l'UE, le Royaume-Uni et les États-Unis, mais aussi avec d'autres partenaires, tels que la Turquie, la Chine, la Russie et Israël. Il révèle également **l'existence d'une industrie bien établie pour la production de munitions et des opportunités d'investissement dans la conception et la production de drones**. Compte tenu des objectifs de l'UE dans le cadre de son plan Readiness2030³⁴, notamment la nécessité d'augmenter la production d'explosifs, de propergols et de munitions ainsi que de supprimer les obstacles à la mobilité militaire en Europe, **l'UE a clairement intérêt à se positionner comme le partenaire principal et le plus crédible de la région en matière de sécurité**. Cela s'avère plus difficile dans le cas de la Serbie, où son partenariat avec la Russie – bien que largement gelé depuis 2022 – combiné à un partenariat stratégique avec la Chine³⁵, suscite des inquiétudes et limite les perspectives d'un partenariat de défense plus approfondi à ce stade.

Néanmoins, les Vingt-Sept disposent clairement d'une marge de manœuvre pour étendre la participation à ces initiatives de défense – y compris l'accès aux instruments financiers pertinents – à d'autres partenaires des Balkans occidentaux. Cela contribuerait **à limiter l'influence des acteurs extérieurs**, à soutenir la modernisation des installations de production et à réduire les asymétries stratégiques au sein de la région. L'accès aux

instruments de défense de l'UE pourrait, par exemple, permettre aux fabricants établis en Bosnie-Herzégovine de moderniser leurs installations et d'augmenter leur production de munitions et d'artillerie. En outre, il est possible de produire à moindre coût des drones et des systèmes anti-drones en Albanie et au Kosovo, en particulier pour les systèmes de surveillance et de reconnaissance.

Avec le Monténégro et l'Albanie, deux candidats qui progressent à un rythme accéléré vers l'adhésion à l'UE, **l'Union devrait étendre dès à présent la participation à la coopération structurée permanente (CSP)** afin de renforcer la coopération en matière de mobilité militaire et de résilience des infrastructures. Parallèlement, **l'UE devrait adapter sa stratégie d'investissement dans le cadre de son aide financière de préadhésion afin de soutenir les infrastructures à double usage**, conformément à ses objectifs plus larges en matière de préparation à la défense dans le sud-est de l'Europe.

III • Des mesures dans la bonne direction, mais il reste encore beaucoup à faire

Au cours des deux dernières années, l'UE a pris des mesures concrètes pour renforcer la coopération en matière de sécurité et de défense dans les Balkans occidentaux. Elle a étendu son soutien financier aux Balkans occidentaux, en particulier à l'Albanie³⁶, à la Bosnie-Herzégovine³⁷, à la Macédoine du Nord³⁸ et au Monténégro³⁹ par le biais de la

³⁴ Commission européenne. (2024). *Livre blanc sur la défense européenne – Préparation 2030. Direction générale de l'industrie de la défense et de l'espace*. https://defence-industry-space.ec.europa.eu/eu-defence-industry/white-paper-european-defence-readiness-2030_en

³⁵ Jankovic, J., & Cvetkovic, L. (7 janvier 2026). *La Serbie renforce ses liens militaires avec la Chine grâce à des drones et des systèmes de défense aérienne*. Radio Free Europe/Radio Liberty. <https://www.rferl.org/a/serbia-china-military-cooperation-drones-air-defense-security/33626646.html>

³⁶ Goranov, E. (29 juillet 2025). *Le Conseil de l'UE adopte la deuxième mesure d'aide bilatérale en faveur des forces armées albanaises dans le cadre de la facilité européenne pour la paix*. Balkans occidentaux. <https://thewestern-balkans.com/the-council-of-the-eu-adopts-the-second-bilateral-assistance-measure-in-support-of-the-albanian-armed-forces-in-the-framework-of-the-european-peace-facility/>

³⁷ Service européen pour l'action extérieure. (6 juin 2025). *Facilité européenne pour la paix en Bosnie-Herzégovine : partenaires pour la sécurité*. https://www.eeas.europa.eu/delegations/bosnia-and-herzegovina/european-peace-facility-bosnia-and-herzegovina-partners-security_en

³⁸ Conseil de l'Union européenne. (25 avril 2025). *Facilité européenne pour la paix : le Conseil adopte la troisième mesure d'aide bilatérale en faveur de l'armée de la République de Macédoine du Nord*. <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2025/04/25/european-peace-facility-council-adopts-the-third-bilateral-assistance-measure-in-support-of-the-army-of-the-republic-of-north-macedonia/>

³⁹ Conseil de l'Union européenne. (28 février 2025). *Facilité européenne pour la paix : le Conseil adopte la toute première mesure d'assistance en faveur des forces armées du Monténégro*. <https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2025/02/28/european-peace-facility-council-adopts-first-ever-assistance-measure-in-support-of-the-armed-forces-of-montenegro/>

facilité européenne pour la paix, contribuant ainsi à renforcer les capacités de défense des forces armées et à fournir du matériel militaire.

L'UE a également signé des partenariats de défense et de sécurité⁴⁰ avec l'Albanie et la Macédoine du Nord, afin de renforcer le dialogue, la coopération en matière de lutte contre les menaces hybrides et cybernétiques, de soutenir l'interopérabilité des forces armées et de prévoir une plus grande participation aux missions de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Bien qu'il soit plus difficile sur les plans politique et juridique de conclure de tels partenariats avec le Kosovo et la Bosnie-Herzégovine, **l'UE devrait néanmoins s'efforcer de lever ces obstacles et conclure des partenariats similaires avec ces pays**, ainsi qu'avec le Monténégro. Le récent dialogue sur la sécurité entre l'UE et le Monténégro⁴¹ constitue un pas dans la bonne direction pour atteindre cet objectif.

En outre, afin de renforcer les capacités régionales de lutte contre les cybermenaces et les menaces hybrides, le Centre de cybercapacités des Balkans occidentaux (WB3C) a été créé à Podgorica en coopération avec la France et la Slovaquie⁴². Il vise à renforcer la cyber-résilience par la formation, l'éducation et le soutien opérationnel dans des domaines tels que la cybersécurité, la cybercriminalité et la cyberdiplomatie. Bien qu'il s'agisse d'une initiative très pertinente, **un soutien financier et technique plus important est nécessaire pour élargir son mandat** et le positionner comme une ressource régionale clé de lutte contre les menaces hybrides et cybernétiques. Une participation plus large d'autres États membres de l'UE pourrait ren-

forcer encore ses capacités, en particulier dans les domaines de la formation et du partage d'informations.

Parallèlement, l'UE devrait aller au-delà de la coopération opérationnelle avec ses partenaires des Balkans occidentaux et œuvrer à leur intégration progressive dans son écosystème de sécurité, y compris dans les agences compétentes telles que l'ENISA⁴³.

En matière de défense, la coopération avec les pays candidats reste limitée. Les partenariats actuels se concentrent principalement sur des consultations concernant une éventuelle participation à des projets de la CSP et une coopération modeste avec l'Agence européenne de défense. Il existe pourtant un potentiel évident pour aller plus loin, en particulier dans des domaines tels que la production d'armement, la défense spatiale et cybernétique, la résilience des infrastructures critiques, la sécurité de la chaîne d'approvisionnement et la mobilité militaire. Les récentes initiatives de l'UE⁴⁴ pour renforcer les capacités industrielles de défense et les achats conjoints entre États membres ainsi qu'avec l'Ukraine reflètent précisément la logique stratégique qui devrait aussi s'appliquer aux partenaires des Balkans occidentaux. **Si l'on veut que le cadre d'adhésion réponde à l'environnement sécuritaire actuel, la coopération avec les pays candidats doit de plus en plus servir l'objectif plus large de la sécurité européenne**, notamment par l'extension progressive de l'accès aux achats conjoints et aux initiatives pertinentes de l'UE en matière de défense.

⁴⁰ Lazarou, E., & Lamprou, P. P. (2025). *Les nouveaux partenariats bilatéraux de l'UE en matière de sécurité et de défense* (Note d'information EPRS n° 767.215). Service de recherche du Parlement européen. https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2025/767215/EPRS_BRI%282025%29767215_EN.pdf

⁴¹ Gouvernement du Monténégro. (18 septembre 2025). *Premier dialogue UE-Monténégro sur la sécurité et la défense : renforcement de la coopération et du partenariat stratégique*. <https://www.gov.me/en/article/first-eu-montenegro-security-and-defence-dialogue-held-strengthening-cooperation-and-strategic-partnership>

⁴² Centre de cybercapacités des Balkans occidentaux. <https://wb3c.org/>

⁴³ Centre kosovar d'études sur la sécurité (KCSS). (2 octobre 2024). *Intégration des six pays des Balkans occidentaux (WB6) dans l'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité*. Open Society Foundations – Balkans occidentaux. <https://osfwb.org/publication/integration-of-the-six-countries-of-the-western-balkans-wb6-in-the-european-union-agency-for-cybersecurity/>

⁴⁴ Service européen pour l'action extérieure. (8 décembre 2025). *Programme européen pour l'industrie de la défense : le Conseil donne son accord définitif*. https://www.eeas.europa.eu/delegations/ukraine/european-defence-industry-programme-council-gives-final-approval_en

Dans le contexte sécuritaire actuel, le processus d'adhésion devrait également viser la participation des pays des Balkans occidentaux aux cadres de coopération de l'UE en matière de défense, le cas particulier de la Serbie devant être examiné. L'accent mis par l'UE sur l'État de droit et la réforme des marchés publics dans la région est nécessaire pour faciliter les achats conjoints. Dans le même temps, l'aide financière de préadhésion de l'UE devrait aussi inclure des fonds destinés à des investissements dans les infrastructures à double usage et les technologies de défense. En outre, le programme de l'UE en matière de connectivité dans la région devrait aller au-delà des objectifs de développement économique et de sécurité énergétique et servir le programme de défense de l'Europe, notamment par la **construction et la rénovation de routes, de ports, de ponts et de voies ferrées pouvant soutenir le transit militaire.**

La stabilisation des Balkans occidentaux nécessite aujourd'hui de dépasser l'approche restrictive conçue il y a trente ans ainsi qu'un processus d'intégration européenne façonné pour une autre époque. Les initiatives européennes pour renforcer la coopération en matière de sécurité et de défense avec les partenaires régionaux peuvent être plus audacieuses dans le domaine de la défense et étendues à tous les partenaires de la région pleinement alignés sur la PESC. L'approche d'intégration graduelle actuellement mise en œuvre devrait prévoir l'extension de la participation des partenaires des Balkans occidentaux aux programmes de défense

de l'UE. En somme, **la politique d'élargissement et ses instruments financiers doivent être recalibrés afin de refléter le nouveau contexte sécuritaire** et contribuer plus directement à la sécurité et à la résilience européennes. Si l'élargissement est qualifié d'« impératif géopolitique », la politique européenne de sécurité et de défense doit le traduire.

Directrice de la publication: Sylvie Matelly • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • Mise en pages : Marjolaine Bergonnier • © Notre Europe - Institut Jacques Delors

Institut Jacques Delors

Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken
17 rue d'Antin, 75002 Paris, France
www.delorsinstitute.eu • info@delorsinstitute.eu

